



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Christophe COUR.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - PAPI 2 Lez Mosson Etangs Palavasiens - Commune de Fabrègues - Protection contre les inondations du Coulazou - Avant-projet et demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

La protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues est inscrite au PAPI2 Lez sous l'action 7.2. Cette action consiste à démolir les digues actuelles du Coulazou et à les reconstruire dans les règles de l'art pour augmenter leur niveau de protection jusqu'à une crue d'occurrence centennale.

Les digues actuelles longeant la rive gauche du Coulazou depuis l'ancienne voie SNCF jusqu'au pont de la RD6013, ont été construites dans les années 90, à la suite notamment de l'inondation du quartier des Campanelles en janvier et octobre 1979. Ces digues ont été classés, par les arrêtés préfectoraux n°2009-I-4084 et n°2009-I-4083 en date du 17 décembre 2009, au titre du décret du 11 décembre 2007. Compte tenu de leur hauteur et des populations qu'elles protègent, ces digues relèvent de la classe C.

Actuellement les caractéristiques géométriques et structurelles de ces digues présentent un risque non négligeable de rupture en cas de crues du Coulazou. De plus, leurs dimensions ne permettent pas d'assurer une protection contre des crues de périodes de retour supérieures à 10 ou 20 ans.

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à un bureau d'études spécialisé une mission de maîtrise d'œuvre complète pour la conception des aménagements et le suivi des travaux de reconstruction des digues du Coulazou. Les aménagements prévus au stade des études d'avant-projet sont les suivants :

- une échancrure de 50 mètres de long dans le remblai de la voie SNCF située en amont du projet afin d'éviter que les digues ne soient contournées par les crues du Coulazou,
- la démolition de la digue de la Plantade et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1 km,
- la création d'un mur de protection en rive droite du Merdanson,
- la démolition de la digue des Campanelles et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1,2 km,
- le recalibrage du ruisseau des Combes et l'aménagement de sa traversée dans la nouvelle digue au niveau du quartier des Campanelles.

Le montant de cet avant-projet est estimé par le maître d'œuvre à 4 040 000 € HT.

Ces travaux, ainsi que les acquisitions foncières estimées à 200 000 €, pourraient être financés par l'Etat et la Région Occitanie dans le cadre du PAPI2 Lez.

Dans ces conditions, le plan de financement serait le suivant :

- 40% pour l'Etat,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole,
- 20% pour la Région Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le présent avant-projet des aménagements de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues, pour un montant de travaux de 4 040 000 € HT,
- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'Etat et la Région Occitanie pour le financement des acquisitions foncières et des travaux relatifs à ce programme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-68499A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.